



Israël à l'OCDE ? Un mauvais coup contre la paix !

Le « club des riches » : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) regroupe les trente Etats les plus développés du monde. Or Israël y présente sa candidature, qui plus est avec les territoires qu'il occupe, Cisjordanie palestinienne et Golan syrien. Et l'OCDE s'apprête à l'accueillir en son sein !

Cette nouvelle est purement et simplement incroyable. A l'heure où le rapport Goldstone accuse Israël de « crimes de guerre, voire contre l'humanité », où les dirigeants politiques et militaires américains considèrent que la politique de Benjamin Netanyahu menace les « intérêts vitaux » des Etats-Unis, où des institutions européennes publiques et privées prennent de premières sanctions contre la colonisation, accepter l'adhésion d'Israël à l'OCDE, ce serait agir contre la paix. Ce serait en effet l'encourager à poursuivre sa politique d'occupation et de colonisation qui foule aux pieds le droit international.

Les Etats membres de l'OCDE se trouvent donc au pied du mur : il suffit qu'un seul refuse l'adhésion d'Israël pour que celle-ci soit repoussée. C'est dire la responsabilité de chacun d'entre eux, à commencer par la France, de surcroît dépositaire des instruments de ratification. Si Paris est, comme toujours depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, du côté d'Israël, d'autres Etats ont condamné, à des degrés divers, la politique israélienne.

Or il y a urgence : la question figure à l'ordre du jour des réunions de l'OCDE à Paris, durant ce début du mois de mai. C'est pourquoi l'AFPS appelle toutes les forces attachées au droit, à la justice et à la paix à manifester leur opposition ferme à cette adhésion auprès des autorités françaises, mais aussi auprès des autres pays membres. Elle se prononce pour l'organisation rapide d'une manifestation aussi large que possible devant le siège de l'OCDE – le Château de la Muette - à Paris. Elle invite tous ses groupes locaux à faire entendre partout, par des rassemblements, l'opposition de nos compatriotes à ce mauvais coup contre la paix.

L'AFPS, le 30 avril 2010